

Duflot réfute toute intention de démissionner

lundi 12 novembre 2012, par [Le Monde.fr](http://LeMonde.fr) (Date de rédaction antérieure : 11 novembre 2012).

Cécile Duflot répond à Jean-Vincent Placé. Le sénateur d'Europe Ecologie les Verts (EELV) avait créé une polémique en s'interrogeant, sur Radio Classique, sur la présence de ministres de sa formation au sein du gouvernement.

Pour M^{me} Duflot, ministre du logement, *« on a le droit de s'interroger, mais le faire en public et feuilletonner les relations entre les socialistes et les écologistes, ce ne sera jamais mon sujet »*. La ministre estime qu'il est inutile de *« rajouter une crise politique »* à la crise économique, et se refuse *« au cynisme qui voudrait que les accords soient bons seulement pour gagner les élections »*.

L'accord électoral entre PS et écologistes a permis à ces derniers d'obtenir nombre d'élus à l'Assemblée et des ministres au gouvernement, ce alors que leur candidate à la présidentielle n'avait fait qu'un score médiocre.

Pour M^{me} Duflot, *« Si un jour des limites sont franchies, nous aurons l'occasion de nous prononcer de manière collective, posée et calme. Mais cela ne peut se faire au bout de six mois »*.

* *Le Monde.fr* avec AFP et Reuters | 11.11.2012 à 13h20.

Hollande estime « possible » un départ des écologistes du gouvernement

« C'est possible. » C'est ainsi que François Hollande répond à la question sur un éventuel départ du gouvernement des ministres écologistes, vendredi 9 novembre dans un entretien à Marianne. *« Je ne le souhaite pas, précise-t-il immédiatement, avant d'ajouter : Enfin, nous verrons bien... Dans tous les cas, pas de panique ! »*

Ces déclarations ont été recueillies avant que Jean-Vincent Placé, le président du groupe Europe Ecologie-Les Verts (EELV) au Sénat, ne suscite une polémique en déclarant sur Radio Classique : *« Nous nous posons la question de savoir ce que nous faisons au sein du gouvernement. »*

Selon lui, *« de plus en plus les écologistes s'interrogent »*. *« Depuis le virage post-rapport Gallois et les annonces [faites mardi par Jean-Marc Ayrault] très en faveur des entreprises sans contreparties et sans conversion écologique, je suis moi-même de plus en plus perplexe quant à cette participation gouvernementale »*, a-t-il poursuivi.

« Heureusement que nos ministres [Cécile Duflot, ministre du logement, et Pascal Canfin, ministre délégué du développement] sont bons et qu'ils font le boulot. Parce qu'il est vrai que la tournure et le virage, quelque part sinon idéologique du moins d'une politique économique, fait depuis trois jours nous laissent très perplexes », a-t-il expliqué.

DUFLOT « TRÈS SOLIDAIRE » ET « LOYALE »

Interrogé sur le fait de savoir s'il s'était entretenu de ses analyses avec la ministre du logement, Jean-Vincent Placé a répondu que Cécile Duflot était « *tenue à un devoir de réserve* » gouvernementale : elle est « *très solidaire* » du gouvernement et en même temps « *loyale* » vis-à-vis des écologistes, a-t-il souligné.

Ce coup de semonce de la part du sénateur intervient au moment où le gouvernement est confronté également aux crispations croissantes en provenance du Front de gauche, qui se sont traduites notamment par le rejet récent au Sénat de deux textes importants par les sénateurs communistes. Il s'agissait d'une proposition de loi socialiste sur l'énergie et de la programmation budgétaire 2012-2017. Les sénateurs communistes ont voté contre ces deux textes, entraînant leur rejet, les sénateurs UMP et centristes ayant également voté contre.

« DES PROPOS PERSONNELS QUI N'ENGAGENT QUE LUI »

Invité à réagir à ces propos sur Europe 1, François de Rugy, coprésident du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, a reconnu un « *certain trouble* » dans son parti, mais sans remettre en cause sa participation au gouvernement Ayrault : « *Nous avons été surpris d'entendre que la fiscalité écologique ferait l'objet de réflexions pendant trois ans et ne serait mise en œuvre qu'en 2016. Ce qui est incompréhensible et inacceptable, pour nous écologistes* », a-t-il confié.

Mais, assure-t-il, « *notre participation au gouvernement et la majorité n'a pas été faite à la légère, sur un coup de tête. Donc il n'est pas question pour nous de la remettre en cause tous les quatre matins* ».

Jean-Philippe Magnen, porte-parole d'Europe-Ecologie-Les Verts (EELV), a d'ailleurs réagi vivement vendredi : les propos du patron des écologistes au Sénat Jean-Vincent Placé « *sont personnels et n'engagent que lui* ». « *Nos ministres font leur boulot. On ne se pose pas tous les matins la question de la participation au gouvernement. Nous ne sommes pas sur un strapontin, nous sommes légitimes. Nous avons fait le choix d'assumer une coalition avec nos convergences et nos divergences* », a ajouté le porte-parole.

Peu de temps après, Jean-Vincent Placé a assuré n'avoir « *jamais* » indiqué que les ministres écologistes pourraient quitter « *demain* » le gouvernement, le sénateur paraissant soucieux d'atténuer ses propos. « *Ce n'est pas une mise au point* », a assuré M. Placé, ajoutant : « *C'est la position du parti. Bien sûr que nous sommes inscrits dans la durée* ».

« PARCE QU'IL N'EST PAS MINISTRE »

Le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, a affirmé sur France Info à propos de Jean-Vincent Placé : « *Je crois qu'il n'y a que lui qui s'interroge.* » « *Les Verts sont solidaires de la majorité, ils ont voté la loi de finance 2013, je crois qu'ils ont toute leur place au sein du gouvernement* », a-t-il assuré.

Harlem Désir, premier secrétaire du PS, a évoqué sur BFMTV et RMC une « *remarque personnelle, qui ne reflète pas l'état d'esprit du partenariat que nous avons avec EELV* ». « *J'imagine que ses amis vont réagir* », a ajouté M. Désir, qui trouve la déclaration de Jean-Vincent Placé « *décalée par rapport à la réalité du travail dans lequel nous sommes engagés* ».

David Assouline, porte-parole du PS, a lui supposé sur LCI que Jean-Vincent Placé s'interrogeait sur la présence de son parti au gouvernement parce qu'il n'est pas ministre, ceux qui le sont ayant « *l'air épanoui, ils sont utiles* ». « *Peut-être que Jean-Vincent Placé se poserait d'autant moins la question s'il était ministre lui-même* », a ajouté M. Assouline.

L'ancienne ministre UMP du budget, Valérie Pécresse, a ironisé sur ces échanges, qui mettent en lumière, selon elle, la « *très grande fragilité de la majorité hétéroclite que François Hollande a soudée uniquement sur l'antisarkozysme* ». « *Privée de son ciment antisarkozyste, la majorité se fissure, c'est bien normal car ils ne pensent rien de commun sur rien* », a affirmé la députée des Yvelines.

* *Le Monde.fr* avec AFP | 09.11.2012 à 07h11 • Mis à jour le 09.11.2012 à 14h43.
